

DOSSIER

MOYENS DE PAIEMENT

L'Europe force les réticences

Le paquet « paiements » de la Commission fait l'objet de débats auprès des acteurs du marché.

www.agefi.fr/actualite-eclairages

PAR ALEXANDRA OUBRIER

Sept ans après le vote de la première directive Services de paiement (DSP), la DSP 2 suit son chemin législatif. Présentée en juillet 2013 par la Commission européenne, elle a été votée par le Parlement européen en première lecture et doit encore réunir l'adhésion du Conseil et de la Commission dans des termes définitifs. Bien qu'à première vue le projet de directive DSP 2 n'apporte que des adaptations mineures au cadre européen, il est tout de même source de diverses interprétations, alors que le projet de règlement sur les commissions d'interchange soulève des protestations. « Ce texte vise à corriger les écarts d'interprétations et d'applications nationales, notamment sur les dérogations, afin de rétablir une concurrence égale », rappelle Guillaume de Longeaux, consultant Europe chez ADN^{co}. L'hétérogénéité européenne a conduit à des réalités très différentes selon la vision des régulateurs, mais cette DSP 2

doit aussi mettre à jour la réglementation en rapport avec les avancées technologiques et les usages.

Principale nouveauté du texte, les services d'initiation de paiement et d'accès aux comptes devront être agréés. Cela devrait concerner les opérateurs télécoms qui initient des paiements de petits montants réglés sur leurs factures, et qui bénéficiaient jusqu'alors d'une exemption. « Cela pourrait également concerner de grands acteurs français tels que Atos,

Ogone ou Monext qui interviennent dans le traitement des paiements et qui restent pour le moment hors du champ de la réglementation des services de paiement », selon Pierre Storrer, avocat spécialisé en droit des paiements. Plus généralement, les prestataires techniques de paiement pourraient entrer dans le champ de surveillance du régulateur. De plus, l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel

Principale nouveauté, les services d'initiation de paiement et d'accès aux comptes devront être agréés

et de résolution) a contacté plusieurs marketplaces françaises (des sites de ventes en ligne agréant les offres de plusieurs marchands) pour leur demander de se mettre en conformité avec la réglementation dans la mesure où ils encaissent les paiements avant de les reverser aux marchands. En outre, entrent dans le champ de la DSP 2 les agrégateurs de comptes

D'un coup d'œil

- Le projet de directive DSP 2 poursuit son chemin législatif, soulevant questions et protestations p.24 à 26
- Les portefeuilles électroniques peinent à s'imposer p.27
- Agréés depuis peu, les établissements de paiement cherchent leur modèle, et leur équilibre p.28

La France raisonnable

Comparaison des commissions d'interchange appliquées aux transactions domestiques par carte de débit et de crédit dans différents pays, pondérée par les volumes de transactions



ou services de *personal finance management* (PFM) dont le rôle est de consolider des informations issues de plusieurs comptes.

Avis positif de la BCE

La BCE (Banque centrale européenne) a rendu un avis positif sur ce texte, considérant qu'il favorisera l'innovation et la concurrence. La FBF (Fédération bancaire française), pour sa part, approuve l'entrée dans le champ de l'agrément des nouveaux services mais souhaite que les règles de sécurité soient les mêmes pour tous. « *Les nouvelles technologies offrent de multiples possibilités et elles n'ont pas toujours été anticipées*, estime Willy Dubost, directeur systèmes et moyens de paiement à la FBF. *Cependant, les nouveaux acteurs qui surfent sur ces nouvelles technologies ont besoin d'un cadre juridique, ils doivent être agréés et surveillés, leurs responsabilités doivent être clarifiées. Ils ne doivent pas mettre en péril la confiance que les clients ont en leur banque.* » Quant à l'Afepame, organisation représentant les établissements de paiement et de monnaie électronique, elle accueille favorablement tout texte allant dans le sens d'une

harmonisation européenne qui permette de préserver la compétitivité de ses membres sur un marché européen. L'association pose diverses questions sur les responsabilités des prestataires de

services de paiement, leurs obligations en termes de fonds propres ou de protection des données. Elle souhaiterait que les services d'information sur les comptes qui ne réalisent aucune opération soient exclus de la DSP 2 puisqu'ils ne touchent pas aux fonds et qu'un registre européen des EP (établissements de paiement) et des EME (établissements de monnaie électronique) soit mis en place pour plus de clarté.

Outre ces diverses appréciations de la part d'acteurs présents sur ce marché dont les intérêts ne sont pas toujours convergents, Jean-Yves Rossi, président de Canton Consulting, constate que « *de nouveaux secteurs commencent à découvrir les opportunités qu'offre cette nouvelle réglementation. Mais pour se lancer avec succès, les candidats doivent ajuster finement le modèle économique combinant de multiples contraintes et réglages techniques, juridiques et l'optimisation des flux pour garantir le respect des exigences de fonds propres et la* »

Les commissions d'interchange au cœur de la controverse

Le deuxième volet du paquet « paiements » touche aux commissions d'interchange qui devraient être ramenées à 0,2 % et à 0,3 % du montant de la transaction respectivement pour les cartes de débit ou de crédit, avec un plafonnement à 7 centimes pour les transactions par carte de débit suite à un amendement du Parlement européen. L'objectif affiché est de faire faire des économies aux consommateurs sur les paiements car une commission d'interchange réduite conduirait à une commission commerçants plus basse et donc à un gain qui serait répercuté aux clients finaux. Dans un monde idéal, peut-être mais les quelques expériences de réduction drastique de l'interchange n'ont pas abouti à un tel résultat, comme l'ont montré l'Espagne et l'Australie. En Espagne, cette baisse de plus de 3 milliards d'euros sur l'interchange sur une période de cinq ans avait permis une réduction des commissions commerçants de 2,75 milliards d'euros tandis que les consommateurs avaient vu leurs cotisations carte augmenter de 50 %.

« Changement complet de l'écosystème »

La proposition fait l'unanimité contre elle. La FBF s'inquiète de cette baisse qui menace l'innovation et la sécurité des transactions par carte, assure la pérennité des infrastructures et leur adaptation technologique. « Cette décision ne s'appuie sur aucune étude sérieuse et ne fait que des mécontents », résume Willy Dubost. Le Groupement Cartes Bancaires considère même qu'elle provoquera

performance finale. » Quitte à créer un établissement de paiement, autant mettre les moyens pour en faire un succès. Ce que de grandes entreprises semblent prêtes à faire.

une augmentation du coût d'utilisation et d'acceptation des cartes en Europe et renforcera le duopole Mastercard/Visa au détriment des systèmes de paiement locaux, dans la mesure où le choix par le consommateur du réseau de paiement au moment de la transaction (alors que c'est le commerçant qui paie la commission) se fera au profit d'une marque connue et pas forcément au profit du réseau le moins cher. Cela provoquerait en outre un allongement de l'attente en caisse. Le Groupement souligne aussi le fait que la distinction entre cartes de débit et de crédit ne correspond pas aux usages en France, et met le doigt sur la confusion du texte entre interchange et commission commerçants. De plus, le plafonnement revient à traiter les petits montants à perte.

Pourtant ce règlement implique « un changement complet de l'écosystème », explique Jean-Yves Rossi. Et il promet aussi des bénéfices dans toute l'Europe : la transparence du coût final pour les commerçants et l'interdiction du « surcharging » (répercussion au consommateur du coût d'acceptation du moyen de paiement) faciliteront le choix du prestataire en connaissance de cause et l'encadrement des commissions abaissera le coût du service de paiement. « De plus, la suppression de la commission d'interchange n'est pas impossible à terme. « C'est ce que souhaite le Parlement européen », souligne Guillaume de Longeaux. Bruxelles invoque l'interchange à zéro au Danemark : si ce système fonctionne ailleurs, ce sera au prix d'équilibres nationaux bouleversés face à une sous-efficience des marchés. Visa et Mastercard ont préféré transiger. Les banques, pour leur part, devront se rattraper sur d'autres services (choix du visuel, du code confidentiel, innovation marketing). Finalement, les grands gagnants seront les grands commerçants, tandis que les petits n'obtiendront pas grand-chose. Et la répercussion aux consommateurs reste hypothétique. » ■



Philippe Tescher (g), directeur, et Frédéric Perrin (d), associé responsable de la « practice » cartes et paiements, Exton Consulting

L'AVIS DE...

« La DSP 2 donne des idées à de nouveaux acteurs »



Quel est le principal changement de la DSP 2* ?

Elle va obliger certains acteurs à se faire agréer, à commencer par les opérateurs télécoms qui initient des opérations de paiement et qui, obligés de constituer un dossier d'agrément en tant qu'établissement de paiement (EP), pourront développer de plus grandes ambitions sur ce marché dès lors qu'ils auront créé une filiale dédiée. Au-delà des télécoms, la DSP 2 pourra donner des idées à de nouveaux acteurs. Après une première vague d'agréments d'EP constitués souvent de start-up innovantes exerçant sur des niches, on constate l'arrivée de grandes entreprises du retail comme Super U qui préfèrent créer une filiale spécialisée dans le paiement à moindre coût plutôt que de constituer un établissement de crédit. Crédit Mutuel Arkéa et Natixis

Paiements se sont clairement positionnés au service de ces nouveaux entrants.

Quel est l'intérêt pour ces grandes entreprises de réaliser des services de paiement ?

C'est une opportunité d'optimiser leurs coûts d'acceptation et d'acquisition (commissions d'interchange) grâce à une captive dédiée comme peuvent le faire certains acteurs de la grande distribution via leur captive de crédit. Ce statut leur permet d'être seul au capital de cette entité pour être pleinement maître des investissements et de la valeur générée, ce qui pourrait aussi intéresser les intervenants disposant d'une captive de crédit. La question de l'optimisation se pose pour toute entreprise qui encaisse de gros volumes de paiement. Nous pensons que 10 % à 15 % du marché pourrait être concerné.

Néanmoins, le métier du paiement nécessite des compétences pointues dans la maîtrise des risques, des enjeux informatiques et de la réglementation.

La normalisation européenne constitue-t-elle un avantage pour ces acteurs ?

C'est le cas avec le projet Oscar (Open Standards for Cards) dans lequel s'est engagé le Groupement CB, annonçant sa migration vers une norme unifiée au niveau européen, facilitant ainsi l'interopérabilité des systèmes de paiement par cartes nationales, et permettant des économies substantielles. Cela permettrait en outre de lutter contre l'hégémonie de Visa et de Mastercard. Oscar fait converger les intérêts des systèmes de paiement nationaux et des grandes entreprises européennes.

*Directive Services de paiement